

## « *Polonia*, des Polonais en France depuis 1830 »

**Agnès Chetaille**

L'exposition « *Polonia*, des Polonais en France depuis 1830 », à la Cité nationale de l'histoire de l'immigration depuis le 2 mars et jusqu'au 28 août 2011, entreprend de retracer près de deux siècles de migrations polonaises en France. Elle se compose de trois parties. La première, « Paris, deuxième capitale de la Pologne », donne à voir les présences polonaises dans l'espace urbain parisien depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Elle met l'accent en particulier sur les représentants de la noblesse et de l'intelligentsia exilés lors de la Grande Émigration consécutive à la répression de l'insurrection de Varsovie en 1830-1831 et sur ceux du cercle *Kultura* après 1945 ainsi que, dans une moindre mesure, sur les Juifs polonais installés à Paris à partir de 1881 et travaillant généralement comme petits artisans. La deuxième partie, « Petites Polognes minières et isolats ruraux », narre en détail l'histoire du recrutement massif de travailleurs polonais dans les secteurs de l'industrie minière et de l'agriculture dans l'entre-deux-guerres et le destin de ces communautés ouvrières concentrées au Nord et à l'Est de la France. Enfin, une troisième partie, intitulée « S'illustrer : les sciences, les armes, les arts », revient sur la contribution d'immigrés polonais (ou, plus exactement, d'individus cosmopolites dont les vies furent souvent proprement transnationales, comme ce fut le cas pour Marie Skłodowska-Curie, par exemple) dans les domaines militaire, scientifique et artistique en France. En couvrant un spectre aussi large, l'exposition cherche manifestement à diversifier les représentations communes de l'immigration polonaise en France, dont les deux archétypes sont malicieusement utilisés pour les affiches de l'exposition avec deux belles photographies : l'une de Marie Curie et l'autre d'un mineur posant avec sa lampe.

Prenant appui, notamment, sur les travaux pionniers de la commissaire scientifique de l'exposition, Janine Ponty, la partie de loin la plus riche et la plus intéressante est la partie centrale, qui porte sur la vie des ouvriers miniers et agricoles venus dans le cadre des plans de reconstruction après la Première Guerre mondiale. La grande vertu de cette partie est d'illustrer de façon frappante le poids des décisions institutionnelles (politiques d'immigration, contrôles administratifs, accords patronaux, mise en place de quotas d'étrangers dans l'industrie, etc.) sur les vies individuelles des travailleurs migrants. Depuis l'influence des politiques de recrutement jusqu'aux renvois intempestifs de travailleurs vers la Pologne à la suite de la crise des années 1930, en passant par la mise en place progressive de papiers d'identité et de permis de travail de plus en plus contrôlés, l'intrication des politiques étatiques et patronales avec les vies quotidiennes de centaines de milliers de personnes est donnée à voir grâce à l'abondance de documents administratifs. Cette

violence administrative donne le cadre qui permet de comprendre les destins particuliers, éclairés par des sources originales et proprement passionnantes. C'est le cas, en particulier, des lettres adressées par les travailleuses agricoles isolées dans des fermes de l'Indre-et-Loire à leur inspectrice du Comité d'aide et de protection des femmes immigrantes employées dans l'agriculture. Ces lettres bouleversantes font état de la dureté de leur travail et de la violence qu'elles subissent de la part de leurs employeurs (exploitation, harcèlement, violences physiques et sexuelles), mais également de leurs résistances quotidiennes. De la même façon, l'histoire atypique de Thomas Olszanski, mineur à Douai, militant syndicaliste à la CGTU naturalisé en 1922 et poursuivi par les autorités françaises pour ses activités politiques puis déchu de la nationalité française en 1932 en raison de « ses paroles, discours publics, gestes et écrits », avant d'être expulsé du territoire français en 1934<sup>1</sup>, est édifiante et résonne de façon particulièrement intéressante avec l'actualité. Enfin, la question du retour (renvois forcés dans les années 1930, rapatriements choisis par conviction politique pour ceux qui souhaitent participer à la construction de la Pologne communiste après 1945, retours rêvés pour ceux qui restent et s'installent en France pour de bon, tout en pensant retourner un jour en Pologne...) clôt logiquement cette partie.

Se dessinent en filigrane deux forces organisatrices, à la fois sociales et idéologiques, des communautés polonaises de France : le parti communiste (et les syndicats ouvriers) et l'Église catholique. Elles auraient gagné à apparaître et à être traitées comme telles, même si leur poids est certainement inégal<sup>2</sup> ; et on aimerait pouvoir apprécier les tensions intra-communautaires liées à ces deux pôles de référence. Ainsi, une mise en valeur plus claire de la revue communiste *Peuples amis* (1947-1961), d'une part, et de la revue de la Mission catholique polonaise *Polak we Francji* (*le Polonais en France*, publiée à partir de 1930 et renommée *Głos katolicki*, La voix catholique, en 1974) de l'autre, ainsi qu'une analyse plus systématique de leur contenu, des réseaux intellectuels, des orientations politiques et des choix idéologiques qui les sous-tendaient, auraient été passionnantes. De la même façon, les relations entre « société d'accueil » et immigrés polonais, ou plus précisément les formes de xénophobie à l'encontre des différents groupes sociaux installés temporairement ou définitivement en France, auraient certainement gagné à être mieux explorées. La figure péjorative du « Polak », raillé et méprisé par ses voisins français, n'est ici abordée que dans un récit personnel, au détour d'un petit documentaire vidéo.

---

<sup>1</sup> Pour plus de détails, voir *Un militant syndicaliste franco-polonais. « La vie errante » de Thomas Olszanski 1886-1959*, texte traduit et commenté par Mylène Mihout, Lille, Presses universitaires de Lille, 1993.

<sup>2</sup> La participation politique et syndicale n'est pas massive : voir Janine Ponty, *Polonais méconnus. Histoire des travailleurs immigrés en France dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2005.

De même, on peut regretter la place limitée laissée aux communautés juives polonaises. Elles sont présentes succinctement dans la première partie car majoritairement implantées à Paris, puis on retrouve dans la deuxième partie quelques documents sur les communautés juives polonaises installées dans le Nord de la France, à la marge des communautés polonaises d'origine chrétienne comme des communautés juives françaises. Leur activité de commerce à destination des mineurs polonais chrétiens aurait pu donner lieu à une première approche des relations entre Polonais juifs et Polonais chrétiens en France. Plus encore, dans aucune des deux parties consacrées aux migrations juives n'est abordée la question des raisons du départ de Pologne, et notamment de la fuite d'un antisémitisme qui se radicalise et tend à s'institutionnaliser dans l'entre-deux-guerres<sup>3</sup> alors que les raisons politiques de l'exil de l'intelligentsia polonaise, ou les motivations économiques des travailleurs employés dans les mines, sont mentionnées. De même, l'antisémitisme rencontré en France par les Juifs polonais est très rapidement traité avec le cas du photographe Pinkus Rozenblum ou R. Paul, de Saint-Étienne, persécuté pendant la guerre et interdit d'adopter officiellement un patronyme français ; mais l'exposition n'aborde pas du tout la déportation et la Shoah. De même, l'émigration juive consécutive à la campagne antisémite orchestrée par le gouvernement polonais en 1968 est simplement passée sous silence.

Enfin, le traitement des réactions et des réseaux de soutien au mouvement de Solidarność est franchement décevant. Seul un pan de mur est consacré à ce thème, et il consiste en une juxtaposition d'affiches pour des meetings de soutien, de badges, de timbres, et un très court document vidéo montrant la couverture médiatique de la déclaration de l'état de guerre, le 13 décembre 1981, à la télévision française. Tant de choses passionnantes auraient pourtant pu être explorées, concernant les réseaux intellectuels et politiques mobilisés en soutien aux grévistes polonais et leur articulation avec les différentes vagues d'émigration précédentes. Le traitement des départs des années 1980, quant à lui, aurait pu ouvrir la voie à une mention, même succincte, du débat des années 2000 sur l'émigration économique au sein de l'Union Européenne, qui a mené en 2005 à la fameuse controverse sur le « plombier polonais ». Or, l'exposition ne traite pas de l'actualité, comme si la question des migrations en Europe appartenait au passé.

En clair, on sent très fortement en visitant l'exposition que les contraintes en termes d'espace et d'accessibilité ont mené à des choix difficiles. Le très beau catalogue<sup>4</sup> comble d'ailleurs nombre des lacunes pointées ici. Les institutions polonaises en France, par exemple, font chacune l'objet d'un court chapitre passionnant. De même, les migrations juives sont traitées de façon plus approfondie. Mais on peut regretter certains des choix opérés, et notamment que la mise en valeur de personnalités

---

<sup>3</sup> Paweł Korzec, *Juifs en Pologne : la question juive pendant l'entre-deux-guerres*, Paris, FNSP, 1980.

<sup>4</sup> Janine Ponty (dir.), *Polonia. Des Polonais en France de 1830 à nos jours*, Paris, La Cité nationale de l'histoire de l'immigration, 2011.

militaires, artistiques ou scientifiques prestigieuses ait primé sur une analyse fine et rigoureuse des réseaux intellectuels et politiques liant, à travers les vagues de migrations successives, la Pologne à la France. D'une façon générale, on voit bien la difficulté à adopter une posture critique, fondamentale en histoire, en traitant en si peu d'espace d'un si grand nombre de sujets. La continuité entre les différentes périodes, notamment, est privilégiée sur la mise au jour de ruptures historiques. Par exemple, le rôle d'opposition des intellectuels polonais exilés à Paris est présenté comme constant, que ce soit face au régime du Tsar, à l'occupation nazie ou au pouvoir communiste. Or il semble évident que les réseaux structurant cet espace politique trans-étatique ou « exopolitie<sup>5</sup> » ont changé avec le temps – et que s'il existe des permanences, elles méritent d'être interrogées également. Cette insistance sur la continuité des oppositions politiques est d'autant plus problématique qu'elle fait écho à des usages politiques actuels de l'histoire polonaise, qui cherchent à établir une continuité entre les différentes périodes de perte d'indépendance de l'État polonais au cours des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, et à poser sur un pied d'égalité l'occupation nazie et le régime communiste mis en place sous influence soviétique<sup>6</sup>.

---

<sup>5</sup> Stéphane Dufoix, *Politiques d'exil. Hongrois, Polonais et Tchécoslovaques en France après 1945*, Paris, PUF, 2002.

<sup>6</sup> Valentin Behr, *La production du récit historique à l'Institut de la mémoire nationale. Une étude des usages politiques du passé en Pologne*, mémoire de Master 2, IEP de Strasbourg, 2010 : [http://scd-theses.u-strasbg.fr/2008/01/BEHR\\_Valentin\\_2010.pdf](http://scd-theses.u-strasbg.fr/2008/01/BEHR_Valentin_2010.pdf) (lien consulté le 28 juillet 2011).